

PRÉFET DES VOSGES

SERVICE DE L'ANIMATION  
DES POLITIQUES PUBLIQUES

Bureau de l'environnement

12 AOÛT 2019

**Arrêté n° 120/2019/ENV du  
portant enregistrement de la demande présentée au titre de la législation sur les  
installations classées par la société THIEBAUT ENERGIE SARL, concernant  
l'augmentation des capacités de son site de méthanisation installé à Anglemont (88700),  
192, Rue des Fontaines.**

Le préfet des Vosges,  
Chevalier de la Légion d'Honneur,  
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

- Vu le code de l'environnement ;
- Vu la nomenclature des installations classées et notamment la rubrique n° 2781 relative aux installations de méthanisation de déchets non dangereux ou de matière végétale brute ;
- Vu le décret du Président de la République du 8 décembre 2017 portant nomination du préfet des Vosges – M. ORY (Pierre) ;
- Vu l'arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 25 juillet 2012 modifiant les dispositions relatives aux installations de traitement de déchets soumises à enregistrement au titre de la législation des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le SDAGE, le plan départemental d'élimination des déchets ménagers et assimilés et les documents d'urbanisme de la commune d'Anglemont ;
- Vu la demande présentée le 31 janvier 2019, par lequel la société THIEBAUT ENERGIE SARL qui est représentée par M. Jean-Nicolas THIEBAUT, gérant, et dont l'adresse du siège social est 195, Rue des Fontaines - Anglemont (88700), sollicite, au titre de la législation sur les installations classées, l'enregistrement de l'augmentation des capacités de son site de méthanisation installé à Anglemont (88700), 192, Rue des Fontaines ;
- Vu le dossier technique annexé à la demande susvisée, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des deux arrêtés ministériels de prescriptions générales susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

- Vu le récépissé préfectoral de déclaration délivré le 16 juin 2015 au titre de la législation sur les installations classées, à la société THIEBAUT ENERGIE SARL, concernant son projet de mise en service d'un site de méthanisation à Anglemont (88700), 192, Rue des Fontaines ;
- Vu le rapport du 28 février 2019 de l'inspection des installations classées estimant complet et régulier le dossier de demande ci-dessus mentionné ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 61/2019/ENV du 6 mars 2019 prescrivant une consultation du public d'une durée de 29 jours dans la commune d'Anglemont (88700), du jeudi 4 avril 2019 au jeudi 2 mai 2019 inclus, sur le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné ;
- Vu le registre de consultation du public reçu à la préfecture le 6 mai 2019 ;
- Vu les observations du public sur le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné ;
- Vu les avis et observations des conseils municipaux intéressés sur le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné ;
- Vu les observations du conseil municipal de la commune d'Anglemont sur le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné ;
- Vu l'arrêté préfectoral de prorogation à statuer n° 101/2019/ENV du 20 juin 2019 ;
- Vu le rapport et les propositions de l'inspection des installations classées en date du 8 août 2019, concernant la prise de l'arrêté préfectoral d'enregistrement correspondant au dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné, sans consultation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;
- Vu le projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement adressé le 8 août 2019, pour observations éventuelles dans le délai de cinq jours, à la société THIEBAUT ENERGIE SARL ;
- Considérant que la société THIEBAUT ENERGIE SARL a fait savoir au préfet des Vosges qu'elle n'avait que des remarques mineures à formuler sur ce projet d'arrêté préfectoral d'enregistrement, par courrier électronique du 9 août 2019 ;
- Considérant qu'il n'y a pas lieu de consulter le conseil précité sur le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné, le site de méthanisation en question ne devant pas faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par arrêté ministériel, ou d'un arrêté préfectoral de refus ;
- Considérant qu'en application de l'article L. 512-7-3 du code de l'environnement, le préfet ne peut prendre l'arrêté d'enregistrement que si le demandeur a justifié que les conditions de l'exploitation projetée garantiraient le respect de l'ensemble des prescriptions générales, et éventuellement particulières, applicables, et qu'il possède les capacités techniques et financières pour assurer tant l'exploitation de l'installation que la remise en état du site après son arrêt définitif ;

- Considérant que la société THIEBAUT ENERGIE SARL a justifié que les conditions de l'exploitation projetée garantiraient le respect de l'ensemble des prescriptions générales et particulières applicables, et qu'elle possède les capacités techniques et financières pour assurer tant l'exploitation de l'installation que la remise en état du site après son arrêt définitif ;
- Considérant que le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné précise que le site sera, en cas d'arrêt définitif de l'installation, dévolu à l'usage agricole ;
- Considérant que rien ne justifie que le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné soit instruit selon les règles de procédure prévues pour les autorisations environnementales ;
- Considérant que le projet en question n'est pas contraire aux règles qui lui sont applicables ;
- Considérant que sont réunies les conditions légales de prise de l'arrêté préfectoral d'enregistrement ;
- Considérant que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;
- Conformément aux plans et descriptions produits dans le dossier de demande d'enregistrement ci-dessus mentionné ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

### **Arrête**

#### **Article 1<sup>er</sup> – Exploitant, portée et durée de l'enregistrement**

L'unité de méthanisation exploitée par la SARL THIEBAUT ENERGIE, dont le siège social est sis au « 195, Rue des Fontaines » à Anglemont (88700), faisant l'objet de la demande susvisée du 31 janvier 2019, est enregistrée. Cette installation et ses annexes sont localisées sur le territoire de la commune de Anglemont (88700). Elles sont détaillées au tableau de l'article 4 du présent arrêté. L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives.

#### **Article 2 – Prescriptions générales**

S'appliquent à l'établissement les prescriptions générales des deux textes mentionnés ci-dessous et annexés au présent arrêté :

→ arrêté ministériel du 12 août 2010 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées de méthanisation relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2781 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

→ arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique 2910 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement.

Liste des activités et installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées :

Désignation des activités et installations	Rubriques de la nomenclature ICPE et libellés	Régime
<b>Installations de méthanisation</b> de déchets non dangereux ou de matière végétale brute, à l'exclusion des installations de méthanisation d'eaux usées ou de boues d'épuration urbaines lorsqu'elles sont méthanisées sur leur site de production <b>→ &lt; 100 tonnes/jour (58 T/J)</b>	<b>2781-2-b</b> : Méthanisation d'autres déchets non dangereux - la quantité de matières traitées étant inférieure à 100 tonnes/jour	<b>Enregistrement</b>
<b>Combustion</b> , à l'exclusion des installations visées par les rubriques 2770, 2771, 2971 ou 2931 et des installations classées au titre de la rubrique 3110 ou au titre d'autres rubriques de la nomenclature pour lesquelles la combustion participe à la fusion, la cuisson ou au traitement, en mélange avec les gaz de combustion, des matières entrantes <b>→ 1,25 MW (soit 1 250 kW)</b>	<b>2910-B-1</b> : Lorsque sont consommés seuls ou en mélange des produits différents de ceux visés en A, ou de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse : Uniquement de la biomasse telle que définie au b) ii) ou au b) iii) ou au b) v) de la définition de la biomasse, le biogaz autre que celui visé en 2910-A, ou un produit autre que la biomasse issu de déchets au sens de l'article L. 541-4-3 du code de l'environnement, avec une puissance thermique nominale supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 50 MW	<b>Enregistrement</b>

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement qui, mentionnés ou non à la nomenclature, sont de nature par leur proximité ou leur connexité à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

### Article 3 – Capacité des installations

La quantité journalière maximale de matières traitées est inférieure à **100 tonnes/jour**.

La Puissance thermique nominale (PCI) est fixée à **1,25 MW**

Tout projet de modification de la nature ou des quantités de matières traitées journalières, ou de matières entrantes annuelles autorisées, ou de la puissance thermique, doit être déclaré préalablement au préfet des Vosges avec tous les éléments d'appréciation.

### Article 4 – Situation de l'établissement

Les installations et leurs annexes sont implantées sur la commune, les parcelles et section suivantes :

Commune	Type	Section et parcelles
Anglemont – 88700 Lieu-dit « Pré la Geline » 192, Rue des Fontaines	Unité de méthanisation et annexes	Section ZA Parcelles n° 187, 188, 203, 213, 214 et 215

#### **Article 5 – Conformité au dossier d’enregistrement**

L’installation et ses annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier de l’exploitant déposé le 31 janvier 2019, sans préjudice des dispositions du présent arrêté. Elles respectent également les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables.

#### **Article 6 – Modifications et cessation d’activité – Remise en état du site**

Toute modification apportée par le demandeur, au plan d’épandage, aux installations, à leur mode d’utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier, est portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d’appréciation.

Dans le cas où l’établissement change d’exploitant, le successeur fait la déclaration au préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l’exploitation.

Lorsque l’installation cesse l’activité au titre de laquelle elle était autorisée, son exploitant en informe le préfet au moins trois mois avant l’arrêt définitif. La notification de l’exploitant indique les mesures de remise en état prévues ou réalisées. L’exploitant remet en état le site de sorte qu’il ne s’y manifeste plus aucun danger ou inconvénient mentionné à l’article L. 511-1 du code de l’environnement. En particulier :

- les risques d’incendie ou d’explosion sont supprimés ;
- tous les produits dangereux ainsi que tous les déchets, dont les gravats, sont valorisés ou évacués vers des installations dûment autorisées ;
- les cuves ou fosses seront vidangées de tout contenu, nettoyées, dégazées et, le cas échéant, décontaminées. Elles seront si possible enlevées, sinon et dans le cas spécifique des cuves enterrées et semi-enterrées, elles seront rendues inutilisables par remplissage avec un matériau solide inerte ;
- les équipements seront démantelés (câblage électrique, etc.) ;
- si une valorisation des structures et équipements au moment de la cessation n’est pas possible, ils seront démantelés et les déchets en résultant seront dirigés vers une unité de traitement compétente et les différentes attestations certifiant les traitements établis seront communiquées au préfet des Vosges ;
- l’accès au site sera sécurisé en tant que de besoin.

Le site doit être remis à l’état d’une parcelle à vocation agricole.

#### **Article 7 – Respect des autres législations et réglementations**

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment des arrêtés de prescriptions présents et à venir, liés à l’instauration de périmètres de protection de captages en ce qui concerne les épandages. Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

#### **Article 8 – Délais et voies de recours**

Le présent arrêté peut faire l’objet d’un recours devant le tribunal administratif de Nancy selon les modalités et selon les délais prévus à l’article R. 514-3-1 du code de l’environnement (délai de recours : 2 mois pour le bénéficiaire et 4 mois pour les tiers).

**Article 9 – Infractions**

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le code de l'environnement.

**Article 10 – Application**

Le secrétaire général de la préfecture, l'inspection des installations classées et le maire d'Anglemont (88700) sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société THIEBAUT ENERGIE SARL et dont une copie sera déposée à la mairie d'Anglemont et pourra y être consultée.

De plus, une autre copie de cet arrêté sera affichée à la mairie d'Anglemont pendant une durée minimum d'un mois, publiée sur le site internet de la préfecture des Vosges pendant une durée minimale de quatre mois et adressée au conseil municipal de chacune des sept autres communes concernées (Bazien, Brû, Domptail, Doncières, Ménil-sur-Belvitte, Nossoncourt et Sainte-Barbe).

Fait à Epinal, le

le 2 AOUT 2019

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général.

Julien LE GOFF,



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DES VOSGES

Deux documents vus pour être annexés à l'arrêté préfectoral d'enregistrement n° 120/2019/ENV en date de ce jour.

Fait à Epinal, le

**12 AOUT 2019**

Le Préfet,  
Pour le Préfet et par délégation,  
Le Secrétaire Général,  
**Julien LE GOFF**